Protocole de communication de jurisprudence à des tiers

Préambule
Ce protocole vise à définir les modalités de communication de la jurisprudence par la cour du travail de Liège (ci-après « la Juridiction ») à l'A.S.B.L. *Terra Laboris* (ci-après « le Destinataire »), en ce compris les conditions d'utilisation.
Ce modèle peut être adapté en fonction des besoins spécifiques de la Juridiction ou des attentes du Destinataire.

Le protocole fait référence à la réglementation suivante :

- RGPD : Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ;
- LTD : Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;
- La loi Cerebro : Loi du 16 octobre 2022 visant la création du Registre central pour les décisions de l'ordre judiciaire.

1. Identification des parties

Le présent protocole est établi entre :

- Le responsable du traitement initial: **le comité de direction de la cour du travail de Liège,** aile Sud du Palais de Justice, place Saint-Lambert 30/0002, 4000 Liège, représenté par sa Première présidente, Madame Katrin Stangherlin, katrin.stangherlin@just.fgov.be

qui fournit les données faisant l'objet du présent protocole

ci-après dénommé « la Juridiction »

et :

- **Le Destinataire** : l'ASBL TERRA LABORIS, 63 rue des Templiers, 1301 BIERGES, n° d'entreprise (BCE) 0883.317.236, représentée par sa présidente, Sophie REMOUCHAMPS, sophie.remouchamps@thetis-avocats.be

destinataire des données faisant l'objet du présent protocole,

ci-après dénommés ensemble « les parties ».

Les parties ont convenu ce qui suit :

2. Délégués à la protection des données

Il n'y a actuellement pas de délégué à la protection des données au sein de la cour du travail de Liège. En cas de difficultés relatives à l'application du présent protocole, la personne de contact au sein de la juridiction est :

Madame Muriel Duriaux

Présidente de chambre à la cour du travail de Liège

muriel.duriaux@just.fgov.be

Il n'y a actuellement pas de délégué à la protection des données au sein du Destinataire. En cas de difficultés relatives à l'application du présent protocole, la personne de contact est Sophie REMOUCHAMPS, sophie.remouchamps@thetis-avocats.be

3. Avis des délégués à la protection des données

En l'absence de délégué à la protection des données au sein de la Juridiction, le Comité de direction a émis un avis favorable, sous réserve des modalités de la transmission des données à caractère personnel.

En l'absence de délégué à la protection des données au sein du Destinataire, le conseil d'administration a émis un même avis favorable.

4. Publication du protocole

Conformément à l'article 20, §3 de la LTD[1] les parties s'engagent à publier le présent protocole sur leur site internet :

- Pour la Juridiction : Information | Cour du travail de Liège
- Pour le Destinataire : A propos du site (onglet supérieur page d'accueil)

5. Durée et périodicité de l'échange

Le présent protocole est applicable pour une durée indéterminée ou jusqu'à sa résiliation.

En tout état de cause, chaque partie peut résilier le protocole conformément au point 22 ci-dessous.

Le responsable initial du traitement s'engage à transmettre au Destinataire la jurisprudence définie au point 6 de manière récurrente, à la demande de l'A.S.B.L., et sous réserve de l'acceptation de la Juridiction.

6. Description de la jurisprudence communiquée

Le protocole s'applique aux décisions rendues par la cour du travail de Liège, en toutes ses divisions.

Les décisions sont sélectionnées pour communication par le Destinataire en fonction de la plus-value scientifique qu'elles représentent dans le domaine du droit social.

7. Finalités et usage de la jurisprudence communiquée

7.1 Finalités

La jurisprudence communiquée au Destinataire pourra être utilisée uniquement à des fins **scientifiques**.

[1] Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Conformément à ses statuts, disponibles sur son site internet Statuts - Terralaboris asbl, le Destinataire a pour but d'encourager la connaissance et la diffusion du droit social, celui-ci étant entendu dans son acception la plus large et couvrant à la fois le domaine des relations de travail, le statut des fonctionnaires, des travailleurs salariés et indépendants, ainsi que l'ensemble des secteurs de la sécurité sociale.

Le Destinataire rassemble la documentation juridique reflétant l'état actuel des principales problématiques du droit social, et ce tant dans les divers domaines de la sécurité sociale que du droit des relations de travail.

Son objectif est de constituer une infrastructure susceptible de répondre efficacement aux besoins des personnes, ainsi que des associations, des organisations syndicales et autres groupements de défense dans les domaines de référence.

7.2 Usage

La jurisprudence communiquée peut être utilisée pour les usages suivants :

- **Publication** :
  - Le Destinataire administre une base de données, consultable via un site internet[2] accessible à tous ;
  - Le Destinataire adresse tous les 15 jours à une série de personnes qui en ont fait la demande au préalable, un bulletin qui contient une sélection de décisions nouvellement mises en ligne sur la base de données ;
- **Formation** : le Destinataire organise également, de façon ponctuelle, des formations, destinées à des praticiens du droit social.

Toute autre utilisation devra faire l'objet d'une autorisation préalable et écrite de la Juridiction.

Dans tous les cas, le Destinataire devra respecter les conditions de pseudonymisation définies au point 10 ci-après.

8. Licéité

8.1 Liceité du traitement initial

Le traitement initial effectué par la Juridiction est licite conformément aux articles 6.1.c et 6.1.e du RGPD, dans le cadre de l'autorité publique qui lui est confiée et des obligations légales qui lui incombent.

8.2 Licéité de la communication

La communication organisée par le présent protocole est licite en ce qu'elle est basée sur l'article 20 de la Loi Cerebro.[3]

8.3 Licéité du traitement ultérieur

[2] http//www.terralaboris.be

[3] Loi du 16 octobre 2022 visant la création du Registre central pour les décisions de l'ordre judiciaire.

Le traitement ultérieur à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques est considéré comme étant compatible avec le traitement initial, conformément au considérant 50 du RGPD.

9. Modalités de la communication

La Juridiction mettra à disposition du Destinataire ses minutes. Les minutes de la division Liège et de la division Neufchâteau se trouvent au greffe de la cour du travail de Liège, division Liège, aile Sud du Palais de Justice, au numéro 30/0002 de la place Saint-Lambert à 4000 Liège. Les minutes de la division Namur se trouvent au greffe de la cour du travail de Liège, division Namur, au numéro 10 de la rue Général Michel à 5000 Namur.

Le Destinataire prendra contact pour convenir d'un rendez-vous :

- avec le greffe de la division **Liège** : par téléphone au +32 2 682 07 73, avec le service exécution ;
- avec le greffe de la division **Namur** : par téléphone au +32 2 682 04 26.

Le Destinataire indiquera lors de cette prise de contact l'identité de la personne qu'il désigne pour consulter les minutes lors du rendez-vous convenu. En cas de changement, le Destinataire en informera le greffe dans les plus brefs délais.

Lors de ce rendez-vous, la personne désignée consultera les minutes de la Juridiction, qui sont composées de décisions non-pseudonymisées. **Il ne pourra en aucun cas ni se voir remettre une copie des décisions non-pseudonymisées, ni prendre note de données personnelles figurant sur ces décisions, sauf les données mentionnées au point 12.** Les membres du greffe se réservent le droit de mettre fin à la consultation à tout moment s'ils constatent un comportement de ce type. Tout incident sera signalé à Madame la Première présidente, qui en réfèrera au comité de direction. Ce dernier se réserve le droit de mettre fin à la collaboration entre la cour et le Destinataire, immédiatement et sans préavis, comme mentionné au point 22, ainsi qu'à toute collaboration ultérieure.

La personne désignée réalisera une liste reprenant les décisions pertinentes, référencées par leurs numéros de rôle et leurs numéros de chambre. Elle remettra cette liste à l'employé de greffe qui l'a accueillie.

Le greffe fera parvenir les décisions sélectionnées, dans la mesure du possible sous format pseudonymisé (voir point 11), à l'adresse mail qui leur aura été communiquée par la personne désignée dans un délai de six semaines.

10. Respect de l'organisation, des auteurs et de l'Ordre Judiciaire

Les Destinataires s'engagent à utiliser la jurisprudence de manière respectueuse, sans porter atteinte à l'image de la Juridiction, des auteurs des décisions, ni à l'Ordre judiciaire dans son ensemble. Toute communication publique devra préserver la dignité, la légitimité ainsi que la confiance en la justice.

11. Pseudonymisation

La Juridiction s'engage à tout mettre en œuvre pour transmettre des décisions qui ont été au préalable pseudonymisées, conformément à l'article 4.5 du RGPD et à l'annexe du présent protocole. Le Destinataire s'engage à ne pas tenter de dé-pseudonymiser les données concernées.

Dans le cas où la pseudonymisation des décisions serait incomplète, le Destinataire s'engage à pseudonymiser les données personnelles, sauf celles visées au point 12, qui figureraient encore dans les décisions, conformément aux modalités prévues par l'annexe du présent protocole.

Si, pour des raisons d'organisation interne, la version pseudonymisée de la décision n'est pas disponible, la Juridiction transmettra la décision en format non-pseudonymisé. Dans ce cas, la Juridiction confie la responsabilité de la pseudonymisation au Destinataire. Dans ce cas, le Destinataire s'engage à pseudonymiser les décisions en respectant les modalités prévues par l'annexe du présent protocole, conformément à l'article 20 de la loi Cerebro.

Le Destinataire s'engage à ne pas utiliser les décisions avant qu'elles n'aient été pseudonymisées.

12. Catégorie de données à caractère personnel non pseudonymisées sur base des finalités énoncées :

Les données personnelles contenues dans les décisions sont pseudonymisées selon les modalités précisées au point 11.

Les catégories de données personnelles non-pseudonymisées sont les suivantes :

- le numéro de rôle ;
- le genre ;
- la situation médicale, dans la mesure où celle-ci est pertinente pour la bonne compréhension de la décision ;
- la situation familiale, dans la mesure où celle-ci est pertinente pour la bonne compréhension de la décision ;
- la situation financière, dans la mesure où celle-ci est pertinente pour la bonne compréhension de la décision.

13. Réception accidentelle de données – obligation de notification

Si le Destinataire reçoit de manière accidentelle ou non-intentionnelle des données qui auraient dû être pseudonymisées, ou qui ne lui sont pas destinées, il s'engage à :

1. Ne pas utiliser les données ;
2. Supprimer les données ;
3. Avertir immédiatement la Juridiction.

14. Droit de retrait

La Juridiction se réserve le droit de demander, à tout moment, la cessation d'utilisation de toute décision communiquée au Destinataire, si elle estime que son usage porte atteinte aux droits des parties concernées ou en cas de violation des termes du protocole. Le Destinataire s'engage, le cas échéant, à se conformer à cette demande sans délai.

15. Droits des personnes concernées

Le Destinataire s'engage à répondre aux demandes d'exercice des droits en ce qui concerne les traitements effectués en qualité de responsable du traitement, selon les obligations qui lui incombent.

16. Confidentialité

Le Destinataire s'engage à traiter les décisions judiciaires communiquées comme des documents confidentiels, sauf dans les cas où la publication est expressément autorisée conformément au point 7 du présent protocole. Il s'engage dès lors à garder secrètes, tant pendant qu'après traitement, toutes les informations confidentielles, de quelque ordre que ce soit, qui lui seront communiquées ou dont elle aura eu connaissance en vertu du présent protocole, sauf dans la mesure nécessaire aux finalités et usages visés au point 7 du présent protocole.

Il s'ensuit que ces données et les résultats de leur traitement :

- ne seront utilisés que si nécessaire et conformément aux finalités décrites dans le présent protocole,
- ne seront pas copiés ou gardés plus longtemps que la durée de conservation nécessaire au traitement,
- ne seront ni diffusés ni communiqués à des personnes qui ne sont pas habilitées à prendre connaissance de ces données.

Le Destinataire se porte garant du respect de la confidentialité de ces informations par son personnel et s'engage à ne pas les divulguer à des tiers. Il ne communiquera à son personnel que les données strictement nécessaires à l'exécution de leurs tâches.

17. Conservation des données

Les données seront conservées de manière pseudonymisée par le Destinataire.

Les données personnelles transférées sont supprimées par le Destinataire dès qu'elles ne sont plus nécessaires à la réalisation des finalités mentionnées *supra*.

18. Sous-traitant(s)

Le Destinataire s'engage à communiquer à la Juridiction, par voie écrite, l'identité et coordonnées du/des sous-traitant(s) qui aura (auront) accès aux données visées par le présent protocole. Il en ira de même en cas de changement de sous-traitants.

Le Destinataire s'engage à inclure dans ses contrats de sous-traitance l'obligation de prendre les mesures appropriées pour s'assurer de la conformité du traitement avec la législation en matière de protection des données à caractère personnel en général et avec le RGPD en particulier.

19. Transmission aux tiers

Les données ne peuvent pas être transmises à des tiers sauf dérogation expresse accordée par la Juridiction.

20. Sécurité

Conformément aux articles 32 à 34 du RGPD, les parties s'engagent (i) à protéger leurs données à caractère personnel contre toute violation de la sécurité entrainant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel ou l'accès à de telles données et (ii) à respecter leurs obligations en matière de notification à l'autorité de contrôle et de communication à la personne concernée d'une violation de données à caractère personnel.

En cas de violation de données à caractère personnel, le Destinataire s'engage à prévenir immédiatement la Juridiction en communiquant par écrit (via e-mail) les informations nécessaires au Délégué à la protection des données ou à la personne de contact désignée au point 2 du présent protocole dans les 24 heures suivant la prise de connaissance de la violation.

21. Exemption du droit de greffe

Terra Laboris a obtenu le 27 novembre 2019 un agrément (E.L. 911/1021/145) du SPF finances – Documentation patrimoniale – comme " publication juridique " au sens de l'article 280, 5° du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, qui autorise l'exemption des droits de greffe.

22. Résiliation

Le présent protocole peut être résilié à tout moment par l'une ou l'autre des parties, moyennant un préavis d'une semaine notifié par courrier électronique adressé à la personne de contact identifiée au point 1.

La Juridiction peut, immédiatement et sans préavis, résilier le présent protocole en cas d'incident lors de la consultation prévue au point 9.

23. Sanctions

En cas de violations des obligations contractuelles ou légales découlant du présent protocole, la Juridiction se réserve le droit de suspendre immédiatement la transmission ou l'accès aux données visées, sans mise en demeure préalable, et, le cas échéant, de mettre fin de plein droit au présent protocole, sans préavis ni indemnité, par simple notification écrite.

24. Dispositions finales

- **Entrée en vigueur** : le présent protocole entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties.
- **Modifications** : toute modification du protocole devra faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties.
- **Droit applicable**: le présent protocole est soumis au droit belge.

Fait à Liège, le 25/02/2026

Pour la Juridiction

P. Madame la Première Présidente, Katrin Stangherlin

(Signature)

M. DURIAUX
P.P. f.f.

Pour le Destinataire

Sophie Remouchamps, présidente de l'asbl

(Signature)

Annexe : règles relatives à la pseudonymisation

La pseudonymisation appliquée respecte au moins les conditions énoncées dans le tableau ci-dessous, sauf pour les données à caractère personnel nécessaires aux fins prévues dans le protocole.

Dans tous les cas, les substitutions et/ou omissions sont mises entre crochets **[...]** pour indiquer que le texte original a été modifié.

Il convient d'éviter l'utilisation des mêmes initiales en ordre inverse dans le jugement pseudonymisé (par exemple, pas d'utilisation simultanée de K.T. et T.K. dans un même jugement).

Espèce de donnée dans l'article 782, § 5, alinéa 3, du Code judiciaire	**Sous-espèce de donnée**	**Méthode de pseudonymisation**
		Dans tous les cas, les substitutions et/ou omissions sont mises entre crochets **[...]** pour indiquer que le texte original a été modifié.
		Il convient d'éviter l'utilisation des mêmes initiales en ordre inverse dans le jugement pseudonymisé (par exemple, pas d'utilisation simultanée de K.T. et T.K. dans un même jugement).
Article 782, § 5, alinéa 3, 1°, du Code judiciaire	Prénom et nom des parties (article 780, 2°, du Code judiciaire)	Substituer le prénom et le nom des parties par **[des initiales aléatoires]**, en tenant compte des obstacles techniques liés à d'autres approches possibles, de la lisibilité, de la liberté du juge dans la rédaction de son jugement, ... C'est sans préjudice du choix par le juge de substituer le prénom et le nom des parties dans un jugement par le rôle *procédural* (par exemple [demandeur, défendeur, appelant, intimé, défendeur, ...]) ou le rôle *fonctionnel* (par exemple [entrepreneur, architecte, ...]).

	Domicile sous l'indication desquels les parties ont comparu et conclu (article 780, 2°, du Code judiciaire)	Substituer le code postal, la ville/commune, nom de la rue, numéro de maison, numéro de boîte par **[DOMICILE 1, 2, 3, ...]**, pour autant qu'il concerne des données mentionnées à l'article 780, 2°, du Code judiciaire.
	Numéro de registre national, numéro Bis, numéro d'entreprise ou autre numéro d'identification unique des parties (article 780, 2°, du Code judiciaire)	Substituer le numéro du registre national par **[NRN 1, 2, 3, ...]**. Substituer le numéro Bis par **[BIS 1, 2, 3,...]**. Substituer le numéro d'entreprise d'un *indépendant* par **[NE 1, 2, 3, ...]**. Substituer l'autre numéro d'identification unique par **[NR-ID 1, 2, 3,...]**.
Article 782, § 5, alinéa 3, 2°, du Code judiciaire	Profession des parties	Préservation de la mention de la profession d'une partie dans le jugement pseudonymisé.
	Numéro de la carte d'identité, d'un passeport ou d'un permis de séjour	Substituer la description du numéro mentionné dans la carte d'identité, le passeport ou le permis de séjour (par exemple **[ID 1, 2, 3, ...]**).
	Indications cadastrales	Substituer par **[CADASTRE 1, 2, 3, ...]**.
	Prénom et nom des personnes physiques non-parties	Substituer par leur **rôle** spécifique dans l'enquête ou le litige (par exemple verbalisant, témoin, ...) et compléter avec des **initiales aléatoires**.
	Titres de noblesse	Omission du titre de noblesse.
	Personnes morales contenant des références directes au prénom et/ou nom d'une personne physique	Substituer seulement par des **[initiales aléatoires]** si le nom de la personne morale correspond effectivement avec le prénom et/ou nom d'une personne physique vivante.

		La pseudonymisation éventuelle d'autres nom de la personne morale fera l'objet d'une appréciation *ad hoc* lors du contrôle humain. Ce qui précède s'applique également à la société simple.
	Personnes morales qui sont poursuivies pénalement avec un dirigeant	Pour la personne morale s'applique ce qui précède. Pour le dirigeant la règle relative au prénom et nom de la personne physique s'applique.
	Adresses de non-parties	Substituer par **[ADRESSE 1, 2, 3, ...]**. Si la lisibilité et/ou la compréhension d'un jugement exigent la mention d'une adresse, le magistrat peut opter pour la mention complète de l'adresse ou pour [VILLE / COMMUNE].
	Age / Date de naissance	Substituer la date de naissance complète par **[ANNEE DE NAISSANCE]**.
	Toponymes	L'application de pseudonymisation doit reconnaître et indiquer les toponymes, mais sans pseudonymisation automatique. La décision de pseudonymisation ou non est prise par le magistrat.
	Numéros de téléphone	Substituer par **[NUMERO DE TELEPHONE 1, 2, 3, ...]**
	Montants monétaires	Conservation des montants monétaires dans un jugement pseudonymisé.
	Dates (autres que dates de naissance)	L'application de pseudonymisation doit reconnaître et indiquer les dates (autre que dates de naissance), mais sans pseudonymisation automatique. La

		décision de pseudonymisation ou non est prise par le magistrat.
	Numéros de comptes bancaires	Substituer le numéro de compte bancaire par omission des premiers chiffres et par conservation des quatre derniers chiffres, notamment **[COMPTE ... 1234]**.
	Plaque d'immatriculation	Substituer par **[PLAQUE D'IMMATRICULATION 1, 2, 3, ...]**.
	Noms de chose	L'application de pseudonymisation doit reconnaître et indiquer les noms de chose, mais sans pseudonymisation automatique. La décision de pseudonymisation ou non est prise par le magistrat.
	Noms de fichier (comme jpeg, avi, ...)	L'application de pseudonymisation doit reconnaître et indiquer les noms de fichier, mais sans pseudonymisation automatique. La décision de pseudonymisation ou non est prise par le magistrat.
	Sites web	L'application de pseudonymisation doit reconnaître et indiquer les sites web / URL's, mais sans pseudonymisation automatique. La décision de pseudonymisation ou non est prise par le magistrat.
	Numéros IP	L'application de pseudonymisation doit reconnaître et indiquer les numéros IP, mais sans pseudonymisation automatique. La décision de pseudonymisation ou non est prise par le magistrat.
Article 782, § 5, alinéa 3, 3° et 4°, du Code judiciaire	Prénom et nom	Substituer le prénom et le nom de l'acteur concerné par respectivement **[JUGE/AVOCAT GENERAL 1, 2, 3, ...]**,

		[GREFFIER] et **[AVOCAT 1, 2, 3, ...]**.
	Adresse du bureau	Substituer par **[ADRESSE DU BUREAU 1, 2, 3, ...]**.